



UNIVERSITÉS : Macron et Vidal poursuivent dans le chaos Étudiants et personnels refusent !

Page 5 **La reprise des cours pour tous, c'est la seule voie pour sortir les étudiants du désastre en cours**

La ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, vient de publier une circulaire définissant le « *reprise progressive à partir de janvier* ». Mais la réalité c'est qu'il n'y a pas de reprise puisque Vidal limite l'accès aux établissements à des groupes de dix étudiants au maximum, condamnant l'écrasante majorité des étudiants à rester confinés à domicile, privés de cours...

Les groupes de dix ne seraient composés que des « *plus fragiles* ». Chaque établissement est amené à décider qui peut en bénéficier parmi ceux cités par la circulaire, à savoir : les étudiants « *nouvellement arrivés dans l'enseignement supérieur, les étudiants en situation de handicap, de précarité numérique, de décrochage, les étudiants internationaux, ainsi que tous ceux et celles qui appellent (l'attention de l'établissement) du fait de l'urgence ou de circonstances individuelles particulières* »... une situation chaotique également pour les personnels, notamment les enseignants sur qui retombe l'organisation de ce tri. Depuis mars nous sommes confinés. Aucun poste n'a été créé, aucun bâtiment construit ou aménagé. Ils ont préféré des cours dégradés, des coupes budgétaires, le manque de place pour les bacheliers, le

passage en force de la LPR... Macron et Vidal, par la généralisation du distanciel, cherchent à faire décrocher la masse des étudiants, les individualiser.

Depuis des mois, les pétitions, les tribunes, les motions d'assemblées générales se multiplient pour refuser la situation faite aux universités, à la recherche, aux jeunes... pour exiger la réouverture des universités, pour exiger le retrait de la loi de programmation de la recherche (LPR), pour refuser le passage en force du gouvernement, liberticide, mettant à profit le confinement. Et à plusieurs reprises, devant la Sorbonne, devant l'Assemblée nationale ou par des manifestations à travers le pays, les mobilisations ont été massives.

Des sections syndicales étudiantes, à l'instar de l'Unef Strasbourg, Avignon, la FSE Marseille et Solidaires-étudiant-e-s La Rochelle, bien souvent avec les organisations de personnels, ont pris position et appelé à la tenue d'assemblées générales. Partout s'exprime l'exigence de réouverture des facs, de reprise des cours pour tous les étudiants. Parce que c'est la seule voie pour défendre l'université et sortir les étudiants du désastre en cours.

Mais Macron et Vidal s'y refusent... Ils s'obstinent dans leur œuvre... à l'image de cette prétendue « *reprise progressive de janvier* ».

Tous les témoignages l'indiquent : la circulaire Vidal, c'est la poursuite du chaos. Et ce 4 janvier, la situation est ingérable. D'autant plus que malgré l'interdiction d'accès aux cours, les étudiants se voient aujourd'hui convoqués en partiels. Des

examens qu'il faudrait réussir sans avoir eu accès aux cours ! D'ailleurs, comble du cynisme, quand c'est pour vous enfoncer la tête dans le sable, ça peut bien se passer en présentiel. Là, il n'y a plus de problème sanitaire. Ben voyons !

« Les étudiants se voient aujourd'hui convoqués en partiels... qu'il faudrait réussir sans avoir eu accès aux cours ! »

Alors dans de nombreux endroits et malgré l'isolement, les étudiants se sont organisés par promos afin de faire savoir à leur université qu'ils n'en pouvaient plus.

Que la tenue des examens en présentiel était une blague au vu du début d'année. C'est ce que dit une étudiante de géographie en commentaire de la pétition de sa filière qui demande un aménagement des examens : « *Les étudiants sont fatigués, stressés depuis plusieurs mois et alors que la grande majorité du semestre s'est déroulée en distanciel, l'UFR de géographie semble s'obstiner à ne pas adapter le contrôle de connaissances à cette situation exceptionnelle.* » Les filières de SVT, de géographie de Sorbonne Universités, ceux de géographie, d'histoire, de philosophie, d'IAES de Paris 1, des étudiants de Créteil, d'Albi, face à la farce que représentent les examens en présentiel avec un semestre sacrifié, demandent leur aménagement.

Partout, et par des formes diverses, les étudiants cherchent à s'organiser, refusent le manque de moyens, la volonté de Macron de broyer la jeunesse et l'enseignement supérieur, appellent à des blocus, à des assemblées générales. Nous voulons vivre !

Plus de 100 étudiants et personnels de Paris 8 se rassemblent

**« On veut que la fac rouvre !
Déclarons l'université ouverte ! »**

À l'université de Paris 8 (Saint-Denis), plus d'une centaine d'étudiants et personnels se sont rassemblés ce mardi 5 janvier dans le hall de l'établissement, exigeant la réouverture de l'université. Ce rassemblement faisait suite à l'appel adopté en AG avec les syndicats CGT Ferc Sup, Sud, Snesup-FSU, intitulé « *On veut que la fac rouvre* » et qui pour cela considérait « *qu'il est nécessaire de nous réunir.*



« De reprendre possession de notre université ». Une nouvelle AG est prévue dans les prochains jours. **Correspondante**

À la Sorbonne : 80 étudiants bloquent la fac

Théo, étudiant en master
de philosophie politique et éthique
à l'université de la Sorbonne

Le lundi 4 janvier devait avoir lieu des partiels en présentiel à la faculté de la Sorbonne. Ainsi, alors que les étudiants, comme partout, ont été privés de cours (et ils le sont encore), interdits d'accès à la fac, isolés, abandonnés, n'ayant que des « cours à distance » qui n'ont de cours que le nom... ils devraient maintenant être « évalués », sanctionnés, sur la base d'un semestre universitaire auquel ils n'ont pas eu accès !

Le lundi 4 janvier, à l'initiative d'étudiant.e.s directement concerné.e.s par ces partiels, des blocages furent donc organisés devant les différents centres de la Sorbonne. Dès 6 heures, environ 80 étudiants étaient présents devant leur faculté pour installer des blocus, bloquant 4 des 5 sites que compose la Sorbonne, soit un niveau de mobilisation assez important dont on n'avait pas vu d'équivalent à la Sorbonne depuis 2018.

Mais à 7 heures, l'arrivée rapide de la police et le sabotage de militants de la Cocarde étudiante (une organisation étudiante d'extrême droite frayant avec l'Action française) ont empêché les étudiant.e.s de maintenir un blocus total. La mobilisation s'est toutefois poursuivie sous différentes formes, bien souvent par le refus de composer lors des épreuves.

Déterminés contre cette injustice, ils entendent bien poursuivre. À l'image des étudiants de la licence de géographie dont nous publions ci-contre des extraits de leur lettre ouverte adoptée ce lundi qui exigent des aménagements pour les épreuves et un retour des cours « *sur les bancs de l'université, avec des professeurs en réel* ».

Des cours « en réel », pour tous... oui, c'est la seule solution ! ■

« Justice pour les conditions d'évaluation ! » « Nous voulons retourner apprendre sur les bancs de l'université, avec des professeurs en réel »

Lettre ouverte des étudiants de licence de géographie de Sorbonne Universités (extraits)

« **E**n un an nous avons été en cours deux mois. Les aides ne sont pas débloquentes pour les jeunes.

Nous voulons retourner apprendre sur les bancs de l'université, avec des professeurs en réel. Nous ne sommes pas responsables malgré la tentative de culpabiliser une jeunesse vue comme irresponsable par le pouvoir.

Justice pour les conditions d'évaluation ! Tous les étudiants n'ont pas eu les mêmes conditions d'accès à l'enseignement au cours de ce premier semestre. Certains ont même dû arrêter définitivement les cours car ils n'avaient plus accès au matériel informatique (ordinateur en panne), ont perdu leur travail ou encore leur logement.

Certains élèves en situation de handicap sont cliniquement incapables de travailler chez eux et de suivre les visioconférences normalement (élèves sourds, troubles de la concentration, dépression). Comment exiger d'eux des partiels en présentiel ? Pourquoi ne sommes-nous pas égaux face à ces conditions d'examen ? (...).

Problème du lieu du confinement : en province, les étudiants n'avaient pas forcément accès aux bibliothèques, à Paris ils pouvaient être seuls ou isolés, en colocation ils n'avaient pas forcément de bonnes conditions de travail. Comment étudier dans un environnement bruyant lorsque les bibliothèques sont fermées ou leur taux de réservation sont à saturation ? Sans compter ceux partageant leur chambre avec des frères et sœurs (...).

Contre-argument au « *partiel pour sauver la valeur du diplôme* » : les épreuves ne sont même pas réalisées dans leur intégralité (seulement un ou deux partiels pour les L 2 par exemple). Certaines UFR les ont toutes mises en distanciel, d'autres toutes en présentiel. Où est l'harmonisation, surtout pour les doubles licences ? Ces épreuves ne sauvent en rien la valeur de notre diplôme (...).

On reproche la circulation du virus aux étudiant.e.s en oubliant que nous sommes touché.e.s par la crise, la majeure partie des étudiant.e.s considèrent que le deuxième confinement a détérioré leur santé mentale et physique, un tiers est en décrochage scolaire, des gens ont perdu leur logement, leur travail, on a été pour beaucoup surchargé.e.s de travail alors que les conditions étaient désastreuses (bugs des plates-formes numériques, professeur.e.s plus ou moins compréhensif.ve.s, mauvaise organisation, on a dû apprendre à travailler à distance d'un coup, chevauchement de partiel de langue et devoirs en 24 heures pour les doubles licences).

Pour assister aux partiels, certains étudiants devront payer une chambre d'hôtel car ils n'ont plus de logement, certains des billets de train beaucoup trop chers. Concernant les étudiants d'outre-mer et de l'étranger, ils devraient se payer un billet d'avion pour passer une ou deux épreuves. C'est inadmissible, sachant que la plupart des étudiants n'en n'ont pas les moyens (...).

Page 6

« Le gouvernement refuse la reprise des cours dans les universités. Retrait de la circulaire qui prolonge l'interdiction de faire cours en présentiel ! »

Communiqué du syndicat de personnels de l'enseignement supérieur FO-ESR.

JE M'ABONNE À

**INFORMATIONS
OUVRIÈRES**

5 numéros "découverte" : 7 euros

Nom : Prénom :

N° : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.